

que celui-ci ait, oui ou non, garanti un accroissement de la production houillère. Ce qui n'était pas du tout le cas. Voici ce qui s'est produit: le premier ministre du Canada, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse et d'autres personnes de cette province ont déclaré qu'ils feraient tout en leur pouvoir pour régler les problèmes relatifs à l'industrie du charbon et qu'ils y consacraient toute l'attention voulue. Mais la population de la Nouvelle-Écosse a élu dix candidats conservateurs aux élections de 1957 contre un seul en 1953. Si la population a fait fi des représentants du parti au pouvoir à l'époque, c'est nettement parce qu'elle était d'avis que le parti libéral de la Nouvelle-Écosse avait trahi l'industrie du charbon et abandonné les mineurs à leur sort. Cependant, les libéraux soutiennent, du moins c'est ce que fait le député de Bonavista-Twillingate, que si le gouvernement libéral avait été reporté au pouvoir, il aurait accompli de grandes choses pour l'industrie du charbon. Pourtant, les ministres du cabinet libéral n'ont-ils pas parcouru la province de la Nouvelle-Écosse en répétant qu'il faudrait cesser l'exploitation des mines non rentables? Le premier ministre n'a-t-il pas déclaré au cours de discours qu'il a prononcés au Nouveau-Brunswick à cette époque, comme l'admet d'ailleurs le député de Bonavista-Twillingate, que l'industrie houillère était périmée.

Il n'a proposé aucune solution au Nouveau-Brunswick, il s'est contenté d'affirmer au sujet des marchés périliclitants qu'il n'était pas juste envers les générations à venir de continuer l'exploitation des houillères pour y extraire du combustible. Pour expliquer pourquoi le parti libéral a abandonné et les mines et les mineurs, il a déclaré que le charbon était un combustible trop précieux, en 1957, pour le mettre sur le marché au Canada et qu'il vaudrait mieux le conserver pour l'avenir. Voilà maintenant que le député de Bonavista-Twillingate prétend que le premier ministre d'alors s'opposait simplement à toute expansion de l'industrie.

Il y a beaucoup plus que cela, monsieur le président. A mon avis, et de l'avis de la majorité des gens de la Nouvelle-Écosse, comme l'ont démontré les élections de 1957, il avait vraiment abandonné l'industrie du charbon dans cette province.

L'honorable député de Bonavista-Twillingate a fait beaucoup de bruit ici, ce matin, au sujet du prétendu programme sur l'énergie que l'administration St-Laurent a présenté en 1957. Il a dit: «Si nous étions restés au pouvoir et si le programme relatif à l'énergie thermique que nous proposons avait été mis en œuvre et s'il était appliqué aujourd'hui, il ne se poserait aucun problème à l'é-

gard de l'industrie houillère de la Nouvelle-Écosse.»

L'hon. M. Pickersgill: Je n'ai pas dit cela.

M. MacLellan: Qu'est-ce qui est arrivé? Après avoir négligé ce problème durant des années et après que les mines eurent fermé leurs portes les unes après les autres et que les mineurs et leurs familles eurent été jetés dans la rue au Cap-Breton et ailleurs en Nouvelle-Écosse, le gouvernement libéral s'est présenté, à la veille des élections en 1957, devant les habitants de la Nouvelle-Écosse dans l'espoir de les leurrer encore une fois avec une autre de ses mystifications pré-électorales. Cette fois-là, il s'agissait d'un programme d'énergie thermique au chiffre de 200 millions de dollars. On devait affecter cette somme aux immobilisations des centrales thermiques de Nouvelle-Écosse. On devait nous fournir de l'énergie à bon marché. Ces centrales devaient créer un marché important pour le charbon.

Mais, monsieur le président, vous observerez que, dans son discours, l'honorable député s'est reporté aux commentaires faits par les premiers ministres des provinces atlantiques sur la proposition relative à l'énergie présentée à cette époque par l'administration libérale. Voici un extrait de la réclame que l'honorable député a eu l'obligeance de me faire parvenir. Il a déclaré que le premier ministre Stanfield aurait dit:

...Et sur aucune question ne constate-t-on une plus grande divergence d'opinions qu'à l'égard de notre manière d'envisager la question du charbon et de la position qu'a adoptée le parti libéral.

La réclame continue:

La question des propositions fédérales relativement à l'énergie thermique n'est pas en jeu. Le premier ministre Stanfield a demandé uniquement que le charbon de la Nouvelle-Écosse soit utilisé comme combustible et que le coût de l'énergie soit meilleur marché, par suite de l'application du programme thermique.

Quelle était l'offre de l'administration St-Laurent? Elle promettait de fournir les centrales thermiques, mais lorsqu'on lui a demandé si elle nous accorderait des subventions pour le charbon qui serait utilisé dans les régions maritimes, afin de produire l'énergie à un coût raisonnable dans ses centrales, elle a répondu que non. Lorsque le ministre actuel du Revenu national a demandé au ministre du Nord canadien d'alors, l'honorable M. Lesage, dans cette enceinte, si le gouvernement alors en place consentirait à subventionner le charbon de la Nouvelle-Écosse, qui serait utilisé dans ces centrales, M. Lesage a répondu que non, parce que les subventions ne seraient pas nécessaires. Pourquoi n'étaient-elles pas nécessaires? Même l'honorable représentant de Bonavista-Twillingate devrait savoir que le pétrole secondaire, le pétrole